

XXXIV^e colloque Edmond Michelet
L'engagement et le citoyen
25 et 26 novembre 2010

Servir l'État par gros temps. Gustave Monod, la République et l'École (septembre octobre 1940) par Tristan Lecoq

Tristan Lecoq commence son intervention par rappeler que le thème qui nous réunit est important pour le haut fonctionnaire, l'élus. En effet il pose la question fondamentale de savoir à quel moment est-ce que celui-ci doit et peut dire non aux ordres. Gustave Monod fait partie des rares personnalités qui ont compris leur époque et se sont engagées. Résistant de la première demi-heure, il a dit non alors que beaucoup ont dit oui, ce qui était relativement plus simple à l'époque. Pourquoi lui, et pourquoi lui – presque – seul ?

Gustave Monod est né en 1885 dans une famille réformée. Agrégé de philosophie il s'engage en 1914 comme simple soldat dans le 4^{ème} régiment de zouaves qui perdra quatre fois son effectif pendant la guerre. Il y est brancardier. Il sera amputé d'une jambe au fond de la tranchée. Entre les deux guerres il est professeur de khâgne. En 1936 il s'engage au côté de Jean Zay, alors Ministre de l'Education nationale. Il est militant anti-fasciste, et milite pour la paix. Il siègera comme député de sensibilité communiste, sans jamais être encarté. C'est un fonctionnaire responsable, engagé mais aussi obéissant. Son loyalisme de haut fonctionnaire est sans faille.

Lorsque le régime de Vichy se met en place il est Directeur de l'Académie de Paris, responsable auprès du Recteur de l'enseignement primaire et secondaire. Il est donc un des plus hauts fonctionnaires de l'Education nationale. A l'automne, Vichy n'a pas encore balayé tous les cadres en place lorsque le 3 octobre 1940 est promulguée la loi qui porte sur le premier statut des juifs. Il s'agit d'une loi française, les Allemands ne l'ont pas demandée. Le 23 octobre, le Ministre de l'Education nationale demande l'application de la loi. Les juifs doivent être dénoncés et exclus. Le 4 novembre, Gustave Monod réunit en Sorbonne tous les proviseurs des lycées parisiens à qui il exprime son refus d'appliquer la loi. Le lendemain il rédige un texte au Recteur dans lequel il justifie sa position. Il y parle de sa « conception de l'honneur intellectuel », avoue qu'il n'a « pas été un bon avocat de la cause administrative » et explique sa lettre par son « loyalisme de fonctionnaire » qui lui donne le devoir de justifier sa position auprès de sa hiérarchie.

Gustave Monod est démis de ses fonctions en novembre 1940. Il est à cette occasion reçu par le Ministre de l'Education nationale, Ripert, qui comprend si peu sa position qu'il demande à Monod s'il ne serait pas en fait juif.

Il est rétrogradé et nommé professeur de philosophie au lycée de Versailles. Il est ensuite mis à la retraite « par anticipation et sur sa demande » comme le précise le courrier qui le lui signifie à la fin de l'année 1940. Monod entre en résistance au même moment et crée le mouvement « Défense de la France ». A la Libération il est nommé Directeur de l'enseignement secondaire. Il est chargé de réfléchir à la réforme de l'éducation.

A la lumière de ce parcours, la question qui se pose c'est de savoir pourquoi Gustave Monod a dit non, là où de nombreux autres intellectuels ont servi la France de Vichy. Jean Zay rappelle que peu de fonctionnaires ont refusé d'obéir aux nouveaux maîtres. Dans l'éducation nationale c'est le conformisme administratif qui gagne.

Bernard Fay par exemple, professeur au Collège de France exclut les juifs et les francs-maçons de la Bibliothèque nationale qu'il dirige alors. Le nouveau recteur Carcopino, est le bras armé de Vichy, bien qu'il soit agrégé d'histoire. Cela montre que les études que l'on fait ne mènent pas à l'humanisme. Les Monod, Michelet, de Gaulle ne sont pas nombreux.

André Siegfried qui connaissait bien Monod propose un élément d'explication : « Que l'État se transforme en bras séculier de l'intolérance, [...] alors ce qui importe c'est la défense de l'individu contre l'État ». Désobéir devient une question individuelle et non plus collective. Ces gens qui choisissent de la faire quittent tout. C'est d'autant plus difficile pour ces personnes qui ont été élevés dans le loyalisme des fonctionnaires, à une époque où le principe de l'obéissance est la base des corps constitués. Pour Monod, le principe d'obéissance ne coïncidait pas avec le principe de conviction. Il devient donc un résistant de la première demi heure.

Une autre piste d'explication est son rapport à l'école. Il ne cessait de chercher à lui rendre ce qu'elle lui avait donné. Il savait que c'était la République qui a fondé l'école et que c'était aussi l'école qui fait la République et c'est cela qui lui a fait dire non à Pétain.

Questions :

Alain Bergounioux insiste ensuite sur le fait que la haute intelligence, la haute culture ne préserve de rien. Être éduqué ne va pas forcément de pair avec la construction d'une société plus tolérante. L'exemple des événements qui ont secoué l'ex-Yougoslavie dans les années 1990 montre une fois encore que le rôle que certains intellectuels – Karadzic par exemple, brillant psychanalyste – a pu être décisif dans le déclenchement des violences. Aucune éducation ne remplace la conscience et un certain rapport aux valeurs. La conscience morale, la conscience politique, est une affaire individuelle. C'est dans les périodes de crise qu'on se rend compte que ce recours aux valeurs est absolument décisif. À côté de Marc Bloch, un autre grand historien, Lucien Febvre, lui, ne s'est pas engagé par exemple. C'est le rôle de enseignants de montrer ce rapport aux valeurs. D'encadrer cette réflexion sur la conscience, d'être les déchiffreurs des temps déraisonnables où les Français ne s'aimaient pas. L'ECJS doit poser la question de la responsabilité. On ne peut pas se reposer sur ce qu'on sait et ce qu'on pense de la culture et de la science. Rien n'interdit de penser que le XXI^e siècle n'amène des risques majeurs, ce rapport aux valeurs n'est donc pas du tout quelque chose de froid.

Yves Poncelet conseille de lire *L'étrange défaite* de Marc Bloch, une méditation cultivée qui fait partie des livres qui aident à se construire.

Tristan Lecoq intervient à nouveau en citant Maurice Barrès pour qui l'intelligence n'était qu'une « petite chose à la surface de nous mêmes ». Il faut se méfier, avoir du recul par rapport à sa formation et se rappeler que l'enseignement est inséparable d'une dimension éthique. Il nous rappelle que lui-même tant qu'inspecteur général, haut fonctionnaire et capitaine de vaisseau de réserve de la Marine nationale il sait ce que veut dire le mot obéissance. Servir l'État impose par exemple un devoir de réserve. Mais il y a parfois des valeurs supérieures à la discipline et au respect des chefs. Parfois il y a des moments où on en croyant servir l'État on perd la nation.

Notes Juliette Hanrot, 27 novembre 2010